

date de dépôt : 06 avril 2022  
demandeur : DDTM du GARD, représenté par  
Monsieur HORTH André  
pour : Démolition totale  
adresse terrain : lieu-dit les Fournigons, à Saint-  
Chaptes (30190)

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de démolir**  
**au nom de l'État**

**La préfète du Gard, officier de la légion d'honneur, officier de l'ordre national du mérite**

Vu la demande de permis de démolir présentée le 06 avril 2022 par DDTM du GARD, représenté par HORTH André demeurant 89 RUE Weber 30907 NIMES Cédex 02;

Vu l'objet de la demande :

- pour démolition totale ;
- sur un terrain situé lieu-dit les Fournigons, à Saint-Chaptes (30190) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'avis favorable du maire du 26/04/2022 ;

Vu les pièces fournies en date du 21 avril 2022;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/04/2013, modifié le 27/10/2016 ;  
Vu le règlement de la zone Nr et secteur Nra du PLU ;

Vu le plan de prévention des risques inondation approuvé le 03/07/2008 ;  
Vu le règlement de la zone NU du PPRI ;

Vu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France du 02/05/2022 ;

Considérant que rien ne s'oppose à la démolition

**ARRÊTE**

**Article 1**

**Le permis de démolir est ACCORDÉ.**

**Article 2**

En application de l'article R.452-1 du code de l'urbanisme, vous ne pouvez pas entreprendre les travaux de démolition avant la fin d'un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

A NIMES, le **20 MAI 2022**

La préfète  
Marie-Françoise LECAILLON

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

SSOS IAM 0 S



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie  
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Gard

Dossier suivi par : Véronique SOURISSEAU

Objet : demande de permis de démolir

**MAIRIE DE SAINT CHAPTES**  
**Service urbanisme**  
**Avenue du Champ de Foire**  
**30190 SAINT CHAPTES**

A Nîmes, le 02/05/2022

numéro : pd24122N0001

adresse du projet : Lieu-dit Les Fournigons 30190 SAINT CHAPTES

nature du projet : Démolition

déposé en mairie le : 06/04/2022

reçu au service le : 07/04/2022

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -  
Château de la Tour

demandeur :

D.D.T.M. DU GARD (1624)  
89 Rue Wéber  
30907 NIMES CEDEX 2

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

**Après examen de ce projet, l'architecte des Bâtiments de France donne son accord.**

L'architecte des Bâtiments de France

Anaïs HERANVAL

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

